Déclaration au Comité Technique Spécial Départemental 25 janvier 2019

Les chiffres du dernier CTA sont édifiants : pour 130 ETP (Équivalent Temps Plein), il n'y a eu que deux postes créés, tout le reste est en heures supplémentaires. D'un point de vue purement financier, rien n'empêchait pourtant un autre arbitrage. Du côté des H/E (heures par élève), on constate une baisse très préoccupante du taux d'encadrement. Une fois encore, le Val de Marne est particulièrement touché.

Cela n'est pas sans lien avec la disparition du ministère de la fonction publique, devenu désormais le « ministère des comptes publics ». Ce glissement sémantique n'est évidemment pas anodin et raconte le peu de cas qui est fait désormais de l'intérêt général, que la fonction publique est pourtant chargée de défendre et de promouvoir. Dans ce domaine, le politique devrait primer sur l'économique, en fixant un cap progressiste et émancipateur et en réfléchissant ensuite aux moyens financiers de le mettre en œuvre. Or, le tournant libéral opéré depuis quelques années s'inscrit dans une logique totalement inverse, avec les dégâts que l'on connaît. Dans les services d'urgence des hôpitaux, la facture se paye cash : nous sommes tous horrifiés de voir que des malades décèdent faute d'avoir été pris en charge à temps. Cela dit, ne croyons pas que les choses sont moins graves dans l'éducation où le marasme se construit sur le long terme. Une fois que l'irréparable est commis, ce sont des générations d'élèves qui se retrouvent sacrifiées. Ensuite, il faudra près de vingt ans pour inverser la tendance.

Car enfin, derrière les « comptes publics » de M. Darmanin, derrière les réformes de M. Blanquer, il y a surtout des vies humaines. Au nom de la CGT-Éduc'Action, je souhaiterais m'attacher aux conséquences sur le terrain de tous les chiffres que nous avons lus et analysés dans les documents du CTSD.

1) Les DHG (Dotations Horaires Globales) qui nous sont présentées ici racontent tout d'abord une taylorisation du travail qui rappelle assez *les temps modernes* de Charlie Chaplin : tâches dénuées de sens, gestion de l'urgence, stress permanent, travail empêché… Certaines dotations sont tellement restreintes que les établissements n'ont plus aucune marge de manœuvre pour respirer. Bien souvent, ces dotations ne sont d'ailleurs pas proportionnelles aux fluctuations d'effectifs, au détriment des collèges.

2) Les tableaux du CTSD font état d'une augmentation invraisemblable des heures supplémentaires à absorber : au fond, le prétendu « nouveau monde » de Jean-Michel Blanquer rappelle furieusement l'ancien, celui du « travailler plus pour gagner plus ». Le gouvernement de l'époque avait supprimé 80 000 postes d'enseignants et mis les professeurs stagiaires à 18 heures. Le gouvernement actuel récidive. En ces temps de stigmatisation systématique des gilets jaunes, on peut légitimement se demander qui sont les vrais casseurs.

3) Ces documents racontent aussi une baisse en qualité de notre système éducatif, doublée d'un renoncement à transformer la massification en une réelle démocratisation, que la CGT-

Éduc'Action appelle pourtant de ses vœux. Alors que le coût de l'échec scolaire se chiffre aujourd'hui en milliards, ce gouvernement ne trouve rien de mieux que de réduire encore les moyens consacrés à l'école. Au quotidien, cela se traduit par des élèves qui « passent du côté obscur de la force », des élèves migrants sortis trop tôt des UPE2A et entassés dans les classes banales, des élèves poly-exclus ballottés d'un établissement à l'autre, des élèves à difficultés spécifiques non suivis et livrés à eux-mêmes, des enseignements et des options qui disparaissent. La liste de tous les sacrifiés du système s'allonge de jour en jour, véritable crève-cœur pour les personnels, qui se retrouvent poussés dans leurs derniers retranchements professionnels et impuissants à aider les plus démunis. Cela est d'autant plus insupportable pour nous quand on sait que tant de jeunes pourraient être sortis de l'ornière si seulement on nous en donnait les moyens.

4) Derrière les tableaux du CTSD se dissimule aussi une souffrance des personnels. N'ayons aucun doute là-dessus : ce qui a été « économisé » d'un côté se paiera de l'autre, en arrêts de travail, en absences non remplacées, en burn-out, en démissions, en détresses professionnelles multiples. Les collègues en début de carrière (nombreux dans notre académie) mais aussi les collègues en fin de carrière (contraints de travailler de plus en plus tard) seront encore plus touchés.

5) La diminution constante des moyens et la hausse des effectifs a des effets très directs sur la dégradation du climat scolaire. Le phénomène est bien connu, avec des relations humaines qui sont en train de se tendre sur le terrain et une multiplication des incidents entre les élèves, les parents et les personnels. Cette situation très bien décrite par le film d'Alain Resnais intitulé « *mon oncle d'Amérique* », est la conséquence directe d'une violence institutionnelle, qui pèse sur tout le monde, dont les effets sont délétères et dont le ministère est le premier responsable.

6) L'explosion des heures supplémentaires touchera tous les collèges mais les établissements REP (Réseau d'Éducation Prioritaire), où le travail est plus pénible, seront davantage pénalisés. Sur ce point, le ministre ne fait qu'empirer les choses.

8) Inutile d'être grand clerc pour deviner que les victimes des heures supplémentaires seront majoritairement des femmes. Est-ce ainsi que le rectorat de Créteil entend réduire les inégalités ?

9) Enfin, les personnels non titulaires seront massivement touchés par cette mesure. Dans certaines académies, l'augmentation du nombre d'heures supplémentaires va se traduire par un gigantesque plan social pour ces personnels qui travaillaient depuis des années dans l'éducation nationale. Au lieu de procéder à un vaste plan de titularisation et de réduction du temps de travail, ce qui permettrait de partager les tâches, des non titulaires vont se retrouver sans poste pendant que les titulaires vont s'épuiser. Tout cela est complètement absurde.

7) L'implosion des heures supplémentaires montre que nos autorités de tutelle ne se sont toujours pas saisies de la question de notre travail invisible. À moins qu'elles fassent semblant de ne pas le voir ? Décidément, le mythe de l'enseignant qui ne travaille que 18 heures reste tenace. Cette question, qui est une préoccupation constante pour la CGT, ne concerne d'ailleurs pas que les enseignant·e·s. Bien d'autres métiers comportent une part importante de travail invisible (sportifs, artistes, commerçants, médecins, agriculteurs, artisans, etc.) Le travail

hebdomadaire des enseignants est évalué entre 43 et 45 heures par semaine. L'ajout de deux heures supplémentaires devant élèves correspondra en réalité à cinq heures effectives et ne parlons pas des collègues qui se retrouveront avec une classe en plus…

9) Les chiffres du CTSD traduisent enfin des choix désastreux pour l'avenir du pays. On sait en effet que les banlieues et les zones périphériques scolarisent beaucoup de jeunes. C'est particulièrement vrai pour notre académie. Ne pas investir massivement dans l'éducation dans nos collèges en tenant compte de cette réalité est une démarche totalement irresponsable. Cette situation, dénoncée depuis des années par la CGT-Éduc'Action, est au centre des revendications des gilets jaunes : notre pays est de plus en plus clivé, avec des riches qui restent dans l'entre-soi et des classes moyennes et populaires de plus en plus reléguées.

10) Cette dégradation délibérée des services publics aura pour conséquence une fuite massive vers le privé, ce qui ne veut pas dire que les dépenses éducatives seront moindres, bien au contraire. Elles seront supportées en partie par les familles. À l'image du système de santé américain, on se retrouvera avec une école très inégalitaire, beaucoup moins efficace… et qui coûtera beaucoup plus cher !

On nous rabâche sans arrêt le même discours sur le « coût des services publics », sans jamais évoquer tout ce qu'ils rapportent, alors qu'ils sont de gros pourvoyeurs de richesses. Ils sont incontournables pour réduire les inégalités et amortir le choc des crises, (comme on a pu le constater en 2008). Sans les services publics, le nombre de familles touchées par la grande pauvreté exploserait de manière dramatique. Est-ce vraiment ce que nous voulons pour l'avenir du pays ?

Dans un contexte où les inégalités sociales sont de plus en plus criantes, peut-on concevoir une école égalitaire ? Non seulement on le **peut, mais** on le **doit** : si un coup d'accélérateur n'est pas donné rapidement dans le sens de la démocratisation, l'école publique implosera purement et simplement : la diversification rampante et la course vers le privé continueront à progresser jusqu'à la fragmentation, sous forme de mise en concurrence à tous les étages et de plus en plus d'élèves seront laissés sur le bord de la route La logique individualiste consumériste l'emportera alors sans partage. La dotation globale attribuée au Val de Marne montre que rien n'est fait pour inverser cette tendance. La CGT-Éduc'Action poursuivra les mobilisations pour combattre cette logique délétère.